Introduction générale

Quelques tendances nationales des élections municipales de 2020

Rémi LEFEBVRE et Sébastien VIGNON

Les élections municipales de 2020 constituent un des scrutins locaux les plus singuliers de la V^e République, et ce à plus d'un titre. D'abord, la campagne a été tardive. Elle démarre vraiment après la trêve de Noël alors que la mobilisation contre le projet gouvernemental de réforme des retraites bat son plein. Ensuite, elle est assez atone. L'offre politique, marquée par une forte fragmentation, apparaît illisible (ce qui ne favorise sans doute pas son appropriation par les électeurs). On observe une très grande variété de situations locales qui fait songer à la configuration électorale éclatée des années 1960. Les alliances électorales, à la géométrie très variable, sont fortement différenciées d'une ville à l'autre, tant à gauche, à droite qu'autour de La République en Marche (LREM). L'élection est également moins nationalisée qu'en 2008 et 2014 : il n'est pas simple d'activer un vote sanction quand le pouvoir en place, quoique très impopulaire, compte peu d'élus sortants dans ses rangs (Lefebvre, 2020a). Enfin, et surtout, le premier tour se tient, de façon controversée, le 15 mars 2020, en pleine pandémie de coronavirus (Rambaud, 2020). Trois jours plus tôt, le 12 mars, l'exécutif envisage le report du scrutin mais plusieurs personnalités, principalement de droite et socialistes, s'y opposent. Christian Jacob, président des Républicains (LR) menace : « si c'était le cas, c'est un coup d'État, c'est un coup de force institutionnel, c'est l'utilisation de la crise sanitaire pour éviter une débâcle électorale »¹. Cette opposition est stratégique : les partis les plus municipalisés anticipent, dans ce contexte troublé, une « surprime » aux sortants (l'issue des élections leur donnera raison). L'option est officiellement écartée en fin de journée. Le soir même, Emmanuel Macron s'exprime à 20 heures et décide d'« assurer la continuité de notre vie démocratique et de nos institutions ». Il annonce également la fermeture des écoles pour le lundi suivant. À la veille du scrutin, le Premier ministre annonce celle des restaurants et cafés, mais confirme le maintien du scrutin. Le jour des élections, de nombreux tweets de soignants appellent à ne pas se rendre aux urnes. Alors que les élections municipales sont le scrutin traditionnellement le

1. AFP, le 12 mars 2020.

plus mobilisateur avec l'élection présidentielle, le premier tour est marqué par une abstention historique (55 %), soit près de 20 points de plus qu'en 2014. Malgré cette démobilisation, le conseil municipal de 30 143 communes est élu au complet dès le premier tour. Le second tour, initialement prévu le 22 mars, est d'abord reporté *sine die* puis, après des débats disputés et des controverses, au 28 juin suivant. Il concerne 14 % des communes et 35 % du corps électoral. Les électeurs retournent aux urnes dans un peu plus de la moitié des villes de plus de 30 000 habitants en métropole (135 sur les 251, soit 53,8 %), dans une part importante des villes de plus de 100 000 habitants (34 sur les 40) [Martin, 2020].

C'est le plus long entre-deux tours de l'histoire électorale française. Le soir du 28 juin, le verdict médiatique est centré sur les victoires écologistes au deuxième tour dans quelques grandes villes. Les partis dominants avant 2017 (LR et Parti socialiste) maintiennent pourtant l'essentiel de leurs positions locales tandis que La République en Marche et La France insoumise (LFI) ne parviennent pas à s'ancrer localement. Quant au Rassemblement national (RN), il ne remporte qu'une seule ville de plus de 100 000 habitants (Perpignan). Le scrutin fait apparaître un phénomène nouveau : une désarticulation entre scrutins locaux et rapports de force nationaux, arènes centrales et périphériques, marque ainsi l'élection.

Cet ouvrage porte sur les élections municipales dans 13 grandes villes de France (les dix plus peuplées sauf Montpellier). Les villes étudiées ont toutes plus de 100 000 habitants, sauf Avignon (91 729) et La Rochelle (76 000)². Ces 13 études monographiques s'attachent à la campagne et à l'offre électorales tout comme aux résultats du scrutin. On reviendra dans cette introduction sur les tendances nationales et générales qui se dégagent de ce tour d'horizon de la compétition électorale en milieu urbain³. La campagne a d'abord été marquée par un effacement des partis politiques. Cette invisibilité est néanmoins trompeuse : elle occulte le fait qu'ils structurent toujours fortement l'offre électorale. Cette discrétion partisane est renforcée par des dynamiques de citoyennisation multiples. Le citoyen non encarté a été une figure imposée de ce scrutin. On observe également un processus plus inédit d'écologisation des agendas électoraux. En milieu urbain, la saillance des enjeux environnementaux a marqué le scrutin. Elle s'est en partie traduite sur le plan électoral. Les écologistes, portés par des majorités de gauche, l'emportent dans quatre villes de notre échantillon (Marseille, Lyon, Bordeaux, Strasbourg). Mais au-delà de ces alternances fortement médiatisées, le pouvoir urbain est toujours marqué par une forme de stabilité électorale. Sans doute renforcé par le contexte sanitaire, le phénomène de prime aux sortants n'a pas été démenti. Il mérite d'être interrogé à nouveaux frais. L'assise démocratique du pouvoir urbain est pourtant de plus en plus fragile.

2. Pour mémoire, en 2020, on recense 2 000 villes de plus de 9 000 habitants, 36 communes de 100 000 habitants et plus (5,3 millions de Français), 45 de 50 à 100 000 (1,8 million de Français). Chiffres ministère de l'Intérieur.

3. On élargira ponctuellement notre analyse à des villes non traitées dans le corps du livre.

L'abstention a atteint des niveaux historiques. La démocratie urbaine se joue désormais entre les différentes fractions des catégories sociales supérieures.

Les partis : invisibles et omniprésents

L'apolitisme en campagne électorale, même en milieu urbain, est un phénomène ancien (Douillet, Lefebvre, 2017). Le fait partisan fait néanmoins l'objet en 2020 d'une disqualification particulièrement marquée. Les labels partisans sont démonétisés (Lefebvre, 2020b ; Lefebvre, 2020c). Jusque 2014, les candidats des partis d'opposition cherchaient à construire et mobiliser un vote sanction du parti au pouvoir (Gaxie, Lehingue, 2014). La recomposition du système partisan en 2017 et l'absence d'élus sortants de LREM affaiblissent cette logique des élections intermédiaires. En 2020, tout ce qui connote un registre partisan semble banni. Les élus sortants, quelle que soit leur appartenance partisane, mettent peu en avant leur affiliation comme si elle était devenue un stigmate. Mais on observe la même tendance du côté de leurs challengers et de l'ensemble des candidats. Au niveau national, les partis se font discrets, politisent peu le scrutin (hormis EELV) et autorisent des stratégies d'alliance floues et plastiques, laissant à l'échelon local une large autonomie. « Rassemblement », « pragmatisme », appel aux « bonnes volontés » sont proclamés, loin de toute symbolique partisane ou conflictuelle. Les étiquettes partisans, jugées peu rentables électoralement, sont masquées ou peu mises en avant (il faut débusquer les logos quand ils sont présents sur les listes).

Mon parti c'est ma ville

L'heure est aux « collectifs » plus qu'aux partis. Toutes les organisations partisans sont concernées. Les élus socialistes sortants cherchent à occulter leur appartenance à une organisation dont la valeur symbolique sur le plan électoral apparaît dévaluée (Lefebvre, 2020c). La plupart d'entre eux ont créé des structures *ad hoc* pour appuyer leur candidature. Les candidats socialistes s'appuient moins que par le passé sur les militants du PS (on le voit à Paris, Lille, Nantes, Rennes). Anne Hidalgo a appuyé sa candidature sur une association « Paris en commun », qui se présente comme une « plateforme citoyenne », pilotée par ses proches, et surtout Jean-Louis Missika (qui a voté pour Emmanuel Macron en 2017). Ce micro-parti est conçu à la fois comme une boîte à idées (une trentaine de groupes de travail ont contribué à la fabrication du programme) et comme une structure juridique pour la campagne (qui collecte des dons et recrute des permanents). La maire de Paris a pris beaucoup de distances avec le parti, adoptant d'emblée une stratégie de large ouverture et fustigeant à de multiples reprises « les appareils » et « les apparatchiks ». Entre 17 et 22 socialistes seulement sont en position éligible sur 163 candidats au conseil de Paris au premier tour, le renouvellement s'opérant sur la fraction socialiste de la liste. De la même manière, à Toulouse, Nadia Pellefigue, vice-présidente PS du conseil

régional, monte son association, « UNE » (Une nouvelle énergie), en 2019, pour se présenter à distance des partis. Elle demande ensuite l'investiture du PS qu'elle obtient comme celui du Parti communiste français et du Parti radical de gauche. À Rennes, le sigle du Parti socialiste (PS) est absent des documents de campagne de Nathalie Appéré, maire sortante candidate à sa réélection (ce qui est justifié par le fait qu'il s'agit d'une liste de coalition...). À Strasbourg, le PS présente une liste composée de 50 % seulement de militants du parti. À Avignon, Cécile Helle garde l'appui de la majeure partie du PS mais choisit de présenter une liste sans étiquette, intitulée « Avignon, notre cœur, notre force ». Il en va de même à Poitiers, au Mans, à Dijon... La France insoumise, peu à l'aise avec un scrutin qui met à l'épreuve la faiblesse de son ancrage local, cherche à « enjamber » le scrutin et se cache derrière des listes citoyennes (Lefebvre, 2022a).

Les candidats de La République en Marche dissimulent leur affiliation tant l'impopularité d'Emmanuel Macron est forte (le contexte de la réforme des retraites renforce encore le phénomène). Le guide électoral de LREM incite les candidats à ne pas mettre en avant la référence à la majorité présidentielle⁴. La droite n'est pas en reste. Christian Estrosi fait une campagne particulièrement peu clivante à Nice, agrégeant sur sa liste des candidats issus de toutes les familles politiques. Les candidats du Rassemblement national ne sont pas plus enclins à faire valoir leur identité partisane. Louis Aliot, candidat à Perpignan, s'est mis volontairement en retrait des instances de son parti et se présente sans étiquette au nom d'un « rassemblement local ». Il « reprend et affine la stratégie de campagne de 2014 misant sur la notabilisation d'un candidat sans étiquette à la tête d'une liste d'ouverture » (Giband, Lebourg, Sistach, 2021).

Fluidité et variabilité des alliances

Les partis sont pragmatiques et souples : ils autorisent des alliances très variables selon les villes. Le scrutin est marqué par un brouillage inédit des repères politiques et des alliances électorales dont les périmètres sont très variables d'une configuration locale à l'autre même si le clivage gauche/droite structure encore les coalitions et les configurations électorales. Les élections municipales s'inscrivent dans un contexte politique toujours marqué par la déstructuration et la décomposition consécutives au cycle électoral de 2017, ce qui leur confère une forme d'illisibilité (Dolez, Fretel, Lefebvre, 2019). La confrontation qui opposait traditionnellement aux élections municipales les deux ex-partis de gouvernement n'a plus de sens même si le PS et Les Républicains gardent de puissantes bases municipales (à la différence de LREM, du Rassemblement national ou de La France insoumise). Les alliances électorales sont très différenciées d'une ville à l'autre. On observe ainsi une forme de dénationalisation de la vie politique locale.

4. On lit dans le guide aux candidats distribués aux candidats, page 82 : « dans une campagne où la République en marche sous-performe, il pourrait être préférable de faire campagne sur une étiquette de Rassemblement/ société civile ».

Un phénomène inédit de double investiture s'affirme, lié à la stratégie électorale de La République en Marche. Sur les 577 têtes de liste revendiquées par LREM du premier tour, dans les villes de plus de 9 000 habitants, 43 % ont obtenu une investiture par la Commission nationale d'investiture et 57 % un « soutien ». Si on exclut Paris, Lyon et Marseille, LREM a désigné 538 têtes de listes dont 108 étaient des maires sortants (soit environ 20 %). Sur ces 108 investis ou soutenus, 16 % ont l'étiquette PS (Lefebvre, 2020d). La République en marche a fait ce choix, faute de candidats locaux jugés valables (au risque de sacrifier sa base d'adhérents, déjà très affaiblie) mais aussi pour tenter de s'attribuer des victoires d'élus issus d'autres formations politiques afin de créer des porosités avec celles-ci et décomposer encore un peu plus le jeu politique. Des maires sortants de droite (Nice, Toulouse, Roubaix...) ont reçu la double investiture LR et LREM. Par exemple, à Angers, le maire sortant Christophe Béchu, ex-LR, cumule quatre soutiens officiels : LREM, Agir, le MoDem et LR. Si elle ne cautionne pas ses soutiens, la droite, grande victorieuse du scrutin de 2014, est prête à un certain pragmatisme pour préserver son implantation locale. Des doubles investitures, moins nombreuses, s'observent aussi à gauche. Une dizaine d'élus ou de candidats bénéficient du double soutien du PS et de LREM. Les partis sont très pragmatiques : à Aix-en-Provence, EELV a investi le suppléant de la député LREM, Dominique Sassoon, qui n'a pas obtenu l'investiture d'En Marche.

À gauche, le périmètre des alliances varie beaucoup selon les communes. Socialistes, communistes, écologistes, « collectifs citoyens » et même Insoumis font affaire ou non selon des dynamiques locales très différenciées ici et là. Selon une note de la direction du Parti socialiste, diffusée aux membres du Conseil national en février 2020, dans les villes de plus de 30 000 habitants (268), le PS est allié au PCF dans 120, à Génération.s dans 80, aux Verts dans 92 communes, à LFI (40 communes). Des rapprochements inédits EELV-PC ont vu le jour (Strasbourg, Villeneuve d'Ascq, Nevers, Rouen, Saint-Denis...). À Besançon, Bordeaux ou Marseille, des socialistes se sont effacés derrière des têtes de liste écologistes. Les alliances de La France insoumise sont elles aussi diversifiées selon les villes. Alors que la ligne officielle du mouvement n'est pas celle de l'union de la gauche, LFI (ou des militants insoumis) se trouve dans des alliances avec le Parti socialiste à Amiens, Marseille, Bourges, Valenciennes... Les relations avec le PCF sont variables. À Ivry, une coalition EELV, PS, LFI défie le maire communiste sortant. La situation en Seine-Saint-Denis est particulièrement confuse (les relations entre les deux organisations ont été exécrables en 2017). À Saint-Denis et Saint-Ouen, les insoumis et le PCF sont concurrents. Ailleurs, les anciens frères ennemis font listes communes. À Bagnolet, Montreuil, Pantin ou Aubervilliers, le comité électoral de LFI a validé les accords de premier tour avec le PCF selon une logique d'union de la gauche traditionnelle qui suscite une opposition très forte chez les adhérents insoumis. L'alliance se scelle avec le NPA à Bordeaux.

L'originalité de ce scrutin municipal est que la plupart des forces en présence s'accommodent de ce brouillage. Le Parti socialiste et Les Républicains, encore en convalescence, cherchent avant tout à maintenir leurs positions locales et à enrayer leur déclassé politique. La République en Marche anticipe un mauvais résultat et cherche à le surmonter au mieux. Elle annonce pendant la campagne qu'elle prendra en compte le score de l'ensemble des forces alliées. EELV est la seule organisation qui déploie une stratégie nationale claire et cohérente : affirmer son leadership à gauche, dans le prolongement des élections européennes et « sortir de l'imaginaire du sympathique supplétif »⁵. Dans les 280 villes de plus de 30 000 habitants, les écologistes présentent ainsi 68 têtes de liste et participent à des listes dans 143 cas. Dans les 40 villes de plus de 100 000 habitants, on dénombre une tête de liste EELV dans chaque ville sauf une.

Les partis, acteurs toujours essentiels de la compétition électorale

Invisibles en première analyse, les partis politiques n'ont pourtant pas déserté la sphère politique municipale. Bien au contraire. Ils sont omniprésents en coulisses. Au niveau urbain, la bataille des investitures a été âpre et les partis structurent toujours l'offre de candidatures. Les investitures partisans demeurent un enjeu central, tant au niveau local qu'au niveau national. Les partis sont toujours porteurs de ressources indispensables dans la lutte électorale. Les labels partisans restent localement une ressource essentielle pour les candidats même s'ils sont attribués par un nombre réduit de militants⁶. Une affiliation partisane donne accès à des ressources matérielles et d'action collective (financement, structures militantes, vivier de candidats et d'expertises...). Elle permet de décourager (non d'empêcher) les rivaux de son camp de se présenter même si les choix des partis ont entraîné comme d'accoutumée leur lot de dissidences (à Marseille pour les Républicains).

Même jugées peu rentables électoralement, les investitures partisans sont disputées. À Nice, la concurrence pour les investitures est vive en amont du scrutin comme le montrent ici Gilles Ivaldi et Christine Pina. La lutte est féroce à Montpellier pour obtenir l'investiture EELV : le parti, à la faveur d'une primaire, a d'abord investi Clothilde Ollier puis a retiré son soutien à cette candidate, jugée trop proche de La France insoumise. Le label LREM, délivré pour toutes les villes de plus de 9 000 habitants par une commission nationale (CNI), a été fortement convoité et disputé (à Paris, Lille, Lyon, Marseille, Amiens, Aix-en-Provence, Metz...) et a fait l'objet de fortes contestations⁷. Le comité électoral de La France insoumise a cherché lui aussi à contrôler et centraliser les candidatures et s'est

5. Yannick Jadot, *Libération*, le 8 novembre 2020.

6. Soixante-quatorze militants écologistes votent pour le dépôt d'une liste autonome au premier tour à Marseille.

7. Les décisions *top down* de la CNI suscitent de fortes résistances. L'appareil national du mouvement présidentiel, très centralisé, ne parvient pas à maîtriser les situations locales. Il ne peut s'appuyer sur des structures locales, inexistantes (il n'y a pas de fédérations départementales, les comités locaux ne sont pas municipaux).

heurté à des difficultés similaires (dissidences à Marseille, Amiens, Montpellier, Toulouse, Perpignan, en Seine-Saint-Denis...).

Les partis attribuent un label qui, même peu publicisé, sert de repère et permet aux électeurs de situer et classer les candidats (il reste des « électorats » captifs au niveau local). Que les candidats mettent peu en avant leur appartenance ne signifie pas que les électeurs ne les classent pas politiquement. Anne Hidalgo, Martine Aubry, Johanna Rolland ou Nathalie Appéré sont majoritairement perçues comme socialistes. Invisibles mais omniprésents, les partis politiques n'ont pas donc pas disparu de la scène municipale marquée par une forte fragmentation, un émiettement organisationnel et une labilité des alliances (l'offre partisane est de ce point de vue proliférante, ce qui est un effet de la fragmentation des partis à gauche⁸). Ils sont affaiblis, souvent impuissants mais aussi actifs en coulisses et demeurent attachés au niveau national à leur ancrage local⁹. La politique municipale reste donc une affaire de partis et cela, d'autant plus que la taille de la commune est importante. Peu visible dans la campagne, le clivage gauche-droite reste structurant en milieu urbain sur le plan électoral. Au deuxième tour, il a pleinement repris ses droits. À Paris, la compétition a donné lieu à une opposition droite-gauche assez classique. L'union à gauche se produit globalement. Pour 26 accords conclus entre socialistes et Verts, on observe tout de même 17 cas d'affrontements au second tour, dont Lille, Strasbourg, Poitiers, Grenoble, Dijon et Avignon (Martin, 2020). LREM bascule à droite : une fusion des listes LR-LREM s'opèrent à Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Aurillac, Clermont-Ferrand, Tours, Kremlin-Bicêtre, souvent contre les écologistes, présentés comme hostiles au développement économique¹⁰. Seulement 13,6 % des listes LREM qui ont fusionné au deuxième tour l'ont fait avec des listes de gauche¹¹. Les alliances entre listes de gauche à direction PS ou EELV et listes de droite ou du centre sont très minoritaires, 3 avec le PS et 4 avec EELV (dont 2 villes de plus de 100 000 habitants, Annecy et Nîmes), mais pas complètement négligeables et surtout nouvelles.

En 2020, les alliances électorales ont gagné en fluidité et en diversité mais, comme le montrent Arthur Delaporte et Sébastien Ségas, « ni l'entrée de LREM dans le jeu politique local ni l'affirmation d'EELV dans l'offre électorale n'ont fondamentalement remis en cause la structuration des coalitions électorales en fonction du clivage gauche-droite » (Delaporte, Ségas, 2020). Peu mise en avant

8. Treize formations partisans se fondent dans le « Printemps Marseillais » pour ne prendre que cet exemple.

9. Le Rassemblement national ne parvient toujours pas à structurer un ancrage territorial durable. Dans les villes de plus de 10 000 habitants, le RN présente 262 listes, contre 369 en 2019. Vingt-cinq préfectures sont sans têtes de listes RN. Dans 67 % des départements, on compte moins de cinq candidats. Les parachutages sont nombreux (Lens, Maubeuge). Voir NÉGRIER, 2020.

10. Rares sont les villes où LREM bascule à gauche. À Annecy, le dissident LREM fait alliance avec EELV. À Cholet (Maine-et-Loire, 50 000 habitants), on observe une alliance PS et LREM contre le maire de droite sortant.

11. *Le Monde*, le 10 juin 2016.

pendant la campagne, le clivage gauche-droite a démontré en d'autres termes sa résistance et résilience au niveau local¹².

Les dynamiques de la citoyennisation

Les partis se cachent derrière la façade de listes citoyennes ou citoyennisées. C'est le deuxième trait saillant du scrutin. Les élections de 2020 ont été marquées par un « citoyennisme » généralisé. Il dépasse le seul cadre des listes « participatives » et constitue d'abord une manière d'occulter tout ce qui relève de la grammaire partisane. Là encore le phénomène n'est pas nouveau (Arnaud, Guionnet, 2005 ; Giraud, 2007 ; CURAPP, 1998). Le citoyen ordinaire ou profane est une figure sociale traditionnellement convoitée lors des campagnes municipales, sésame de renouvellement et marqueur de *politique autrement*. Enrôler des citoyens non encartés est un passage obligé dans l'équilibre subtil qui préside à la fabrication des listes. Mais le phénomène s'est accentué voire systématisé et généralisé. La « tension entre les pôles de citoyennisation et de partisanisation de la vie politique locale » s'est déplacée (Frinault, Mazeaud, Sainty, 2020). La citoyennisation ne renvoie pas seulement à la présence de citoyens non encartés mais aussi à la fabrication participative du programme et à la mise en avant de la démocratie participative dans l'offre programmatique. Le principe de l'ouverture d'ateliers participatifs pour « co-produire » le programme s'est banalisé en 2020¹³. Comme le montrent ici Thomas Frinault et Sébastien Ségas, les usages de la citoyennisation sont multiples et plastiques à Rennes. Leurs constats ne sont pas spécifiques au seul cas rennais. Plus précisément, les chercheurs repèrent trois situations : euphémiser l'étiquette partisane dans une logique de discrétion partisane (le PS), citoyenniser sans renoncer à l'étiquette (Verts et LFI), chercher un ancrage partisan pour une liste au départ citoyenne (la droite)¹⁴.

Quel citoyen ?

Mais que faut-il entendre par « citoyen » ? Il se définit le plus souvent en négatif de l'acteur partisan, du militant ou du professionnel de la politique. La

12. Pour Pierre Martin, une analyse de l'ensemble de l'offre électorale du second tour dans les villes de plus de 30 000 habitants nuance la thèse du retour de l'ancien monde bipolaire droite/gauche (MARTIN, 2020). En 2014, sur 127 duels ou triangulaires au second tour, les duels gauche/droite et les triangulaires gauche/droite/FN (13) étaient au nombre de 100, soit 79 % des cas. En juin 2020, ces duels et triangulaires gauche/droite et gauche/droite/RN au second tour ne représentent plus que 39 cas sur les 111 duels ou triangulaires (hors Paris, Lyon, Marseille), soit 35 %. C'est un indice très significatif, selon Pierre Martin, de la forte perte d'influence de l'opposition gauche/droite dans le système partisan français.

13. À Nantes, les socialistes, les écologistes ou les Insoumis recourent à cette méthode comme le montrent la contribution de Louise Dalibert, Isabelle Garat, Remy Le Saout, Laura Mehtali et Jean Rivière. Le caractère de plus en plus participatif des campagnes traduit le déclin des formes d'ancrage partisan (les programmes produits dans les arènes confinées des partis n'apparaissent plus légitimes et ajustées aux attentes des électeurs).

14. C'est le cas aussi du Mouvement Citoyen Rochelais (La Rochelle).

« charte éthique et démocratique » de la liste *Amiens c'est le tien* précise, comme l'analysent Babak Taghavi et Sébastien Vignon, qu'il doit s'agir de « personnes qui n'ont jamais exercé de mandat politique et qui n'ont jamais travaillé pour des élus ou des organisations politiques ». Si la participation citoyenne est l'envers de la politique partisane et professionnelle, le citoyen visé n'est pas complètement « ordinaire » : il doit montrer des qualités (intellectuelles ou politiques) ou des attributs (engagement associatif). La citoyennisation est souvent sélective socialement. À Toulouse, la sélection des citoyens de la liste Archipel Citoyen est lourde d'effets censitaires comme le montrent ici Nolwenn Armogathe, Cyriac Gousset et Paul-Malo Winsback. En effet, les procédures de recrutement mises en place imposent aux candidats le passage devant un jury et la défense d'un point du programme tiré au sort, ce qui renforce les candidatures des catégories sociales supérieures. Quarante-huit candidats des listes de Cédric Villani à Paris ont été tirés au sort mais choisis à l'issue d'une série d'entretiens¹⁵. Il leur était demandé de ne pas être membre d'une formation politique. De manière plus générale, on observe une sophistication procédurale de la fabrication des listes qui mêle appel à volontaires notamment sur internet, tirage au sort, sélection par audition ou entretiens¹⁶...

Cependant les listes citoyennes sans aucune attache partisane sont rares dans les grandes villes (c'est moins le cas dans les petites ou moyennes communes : Gourgues, Lebrou, Sainty, 2020). Le label « listes citoyennes » permet d'occulter des affiliations partisans perçues, on l'a vu, comme repoussoir. De manière plus générale, les candidatures, même d'élus affiliés à des partis, sont présentées comme procédant de démarches citoyennes ou d'ouverture sur la société civile locale. Elles s'appuient souvent sur des « collectifs », des diagnostics citoyens ouverts au-delà des partis, la fabrique participative d'un projet. Tout se passe comme si la légitimité d'une liste ne pouvait plus procéder d'une démarche partisane¹⁷. À Amiens, le Rassemblement national se lance ainsi dans les élections municipales avec une équipe qu'il présente comme « 100 % citoyenne ». La France insoumise (LFI) se présente le plus souvent sous ce label. Le choix de constituer des « listes citoyennes » s'inscrit dans une stratégie politique de long terme : favoriser « l'auto-organisation » des citoyens en vue de la « Révolution citoyenne ». Il a aussi une visée tactique : diluer les candidats de La France insoumise dans des coalitions plus larges pour ne pouvoir être évaluée le soir des élections par les services du ministère de l'Intérieur.

Des listes hybrides

Dans les grandes villes, les listes citoyennes (ou revendiquées comme telles) sont de fait le plus souvent hybrides (mi-citoyennes, mi-partisanes). Le principe

15. 575 parisiens ont fait acte de candidature.

16. À Lille, LFI et LREM ont ouvert un appel à candidature sur une plateforme *via* Internet.

17. Jean Paul-Lecocq, député communiste candidat au Havre, se présente ainsi : « je suis soutenu d'abord par un comité de citoyens non encartés. C'est compliqué mais ça marche » (*Le Monde*, le 12 mars 2020).

du « 50-50 » s'impose : moitié de citoyens engagés (hors des partis) ou profanes, moitié issue des partis selon un dosage complexe et objets de longues négociations. Ce principe contribue à l'effacement de la frontière entre professionnels de la politique et citoyens amateurs... tout en l'objectivant. C'est le cas à Toulouse (Archipel Citoyen), Amiens (Amiens c'est l'tien), Marseille (Printemps Marseillais), Bordeaux (liste de l'écologiste Pierre Hurmic) mais aussi des villes qui ne sont pas soumises à une analyse spécifique dans cet ouvrage comme Poitiers, Mulhouse, Chambéry, Annecy, Tours...

Sur le plan stratégique une forme de donnant-donnant pragmatique est au principe de ces assemblages politiques hétérogènes, très majoritairement de gauche. Aux partis, les « citoyens » apportent une forme de virginité, de fraîcheur, de diversité sociale, de garantie démocratique, de nouvelles inspirations politiques (municipalisme, participationnisme...). Les partis sont souvent trop faibles et anémiés pour constituer des listes en toute autonomie. Mais les « citoyens » visent aussi l'efficacité électorale et rejettent le principe de candidatures de « témoignage ». Le réalisme électoral impose de s'appuyer sur les partis pour rassembler, être crédible, identifier politiquement une offre en la labellisant, bénéficier de certaines ressources (savoir-faire électoraux, financement, notoriété, expérience...). La tête de liste Julien Pradat à Amiens en convient : si la liste citoyenne ne s'était pas élargie aux partis, elle n'aurait pu obtenir des prêts financiers (la somme des partis rassemblés servant de garanties électorales sur le score à venir en quelque sorte)¹⁸.

Les têtes de liste « citoyennes » sont souvent des professionnels de la politique ou des élus aguerris comme à Marseille, Toulouse ou Strasbourg. Le « Printemps Marseillais » réunit des citoyens actifs dans des collectifs ou des syndicats, des représentants politiques et des militants issus d'une dizaine de partis de gauche – Parti socialiste, Parti communiste, Parti radical de gauche, Génération.s, Place publique, Europe Écologie Les Verts, mais aussi La France insoumise en la personne, notamment, de la suppléante du député local Jean-Luc Mélenchon, Sophie Camard. Le comité de pilotage du « Printemps Marseillais » comprend 34 membres (17 profils politiques, 17 associatifs). Michèle Rubirola est investie comme tête de liste le 10 janvier à 96 % par les signataires de l'appel du Printemps (2 157 participants sur 5 000, par un vote physique ou Internet). Elle n'est pas une novice : elle est conseillère départementale, en retrait de son parti (EELV). À Toulouse, un collectif (« l'Archipel citoyen ») s'est constitué à bas bruit pour proposer une alternative aux partis traditionnels en s'inspirant tout autant de Podemos en Espagne que du « municipalisme » expérimenté à Grenoble dès les années 1970. La fabrication de la liste citoyenne est le produit d'un processus de sélection long et complexe combinant tirage au sort, plébiscites sur Internet, débat, votes... Au final, la tête de liste est confiée à Antoine Maurice. Là encore, c'est un élu chevronné, ancien adjoint (EE-LV). Les membres d'EELV ont fait

18. Entretien du 10 février 2020 avec Julien Pradat (avec les auteurs). Il se définit comme « sans étiquette, mais pas sans boussole, ni parcours ».

clairement entendre qu'ils quitteraient l'aventure si la tête de liste ne revenait pas à un écologiste. La France insoumise souhaitait quant à elle la désignation d'un profil citoyen mais s'est ralliée à cette option, ce qui a entraîné des défections (Jean-Christophe Sellin, l'un des représentants du Parti de Gauche, quitte la démarche). La tête de liste de « Strasbourg écologiste et citoyenne » est confiée à Jeanne Barseghian, membre de la section locale d'EELV, conseillère municipale et coprésidente du groupe des élus écologistes au conseil municipal.

Au total, la multiplication des listes citoyennes, phénomène fortement publicisé mais qui reste minoritaire, traduit l'affaiblissement des partis. Mais, dans les grandes villes, elle les conforte aussi comme des acteurs incontournables en dépit de leur faible légitimité. La campagne offre un autre élément de l'affaiblissement des partis : l'offre programmatique est de moins en moins le produit d'un travail et d'un cadre partisans. « Le territoire est mon projet » : telle est la posture de la plupart des candidats et tout particulièrement des élus sortants, quelle que soit leur étiquette. La citoyennisation favorise la valorisation de propositions présentées comme des réponses aux attentes des habitants et non comme des offres politiques façonnées par des visions idéologiques ou partisans (Frinault, Mazeaud, Sainty, 2020).

L'écologisation des agendas électoraux

Les campagnes sont l'occasion de la mise en débat des choix collectifs (Cadiou, Douillet, 2020) et la compétition électorale municipale se joue en partie sur des considérations d'action publique¹⁹. Autour de quels enjeux d'action publique se sont structurées les compétitions électorales ? Chaque configuration locale offre une articulation spécifique d'enjeux. Mais des tendances générales peuvent être, là encore, repérées.

Homogénéisation de l'offre politique

La plupart des contributions réunies dans cet ouvrage confirment le caractère le plus souvent consensuel et interchangeable des mots d'ordre avancés et, à la suite des travaux sur la standardisation de l'action publique locale, la relative convergence des enjeux mises en avant. Les valeurs avancées sont le plus souvent consensuelles : « proximité », « solidarité », « vivre ensemble », « confiance ». Partout la ville doit être « en mouvement ». Partout elle est souhaitée « durable », « apaisée », « attractive », ou « participative »²⁰. Le slogan de Christian Estrosi à Nice, « L'essentiel, c'est vous », illustre bien un discours dominant, tourné

19. À Marseille, Nicolas Maisetti et Cesare Mattina notent la quasi-absence de débats de fond, dont la crise sanitaire n'est pas la seule responsable.

20. Une analyse comparée de 75 programmes dans 14 grandes villes françaises montre néanmoins que la gauche est plus active et encline à défendre l'enjeu de la démocratie participative. Les listes associées à Europe Écologie les Verts et à La France insoumise lui donnent une place prépondérante (MAGNI-BERTON, MORIO, ASSIF, 2021).

vers l'habitant et niant la division des rôles politiques entre élus et citoyens. C'est une autre déclinaison d'un citoyennisme généralisé. La « proximité » est un thème d'élus en place²¹ mais aussi d'*outsiders*. À Paris, Cedric Villani veut « remettre l'humain dans la capitale » tandis que son rival marcheur, Benjamin Griveaux, propose le découpage de la ville en 240 « quartiers ». Alors même que ces élections ont été un échec pour la République en Marche, très peu ancrée localement et victime de l'impopularité du président de la République, une forme de macronisme municipal s'est généralisée (les maires se définissent et donnent à voir comme des gestionnaires dépolitisés et des partisans du « en même temps »).

L'alignement et la convergence des agendas électoraux (entre candidats et entre villes) apparaît nettement à la lecture des monographies rassemblées ici. Elle est très nette dans certaines villes comme Bordeaux. Camille Bedock établit la forte convergence programmatique entre le maire sortant LR, Nicolas Florian, et ses rivaux Thomas Cazenave (LREM) et Pierre Hurmic (EELV). Les *emblèmes* partisans, assez introuvables, ne sont plus des *problèmes* spécifiques (la sécurité, la démocratie participative, l'écologie). Certes des stratégies de distinction ou de contestation de ces agendas standardisés existent, notamment autour du municipalisme²², mais elles sont limitées à quelques formations politiques (La France insoumise, EELV, Rassemblement national).

Deux enjeux dominent les campagnes dans les villes : la sécurité et l'écologie (dans une moindre mesure la propreté²³). Le premier thème a été très présent à Paris, Lille ou Nantes. Là encore on observe une forme d'homogénéisation. Aucune force politique n'est en situation de proclamer qu'il ne faut pas « plus de sécurité » (Freyermuth, 2013). Le débat sur cette question s'est déplacé à droite. Les maires socialistes se sont ralliés à la vidéosurveillance qu'elles rejetaient (c'est le cas de Martine Aubry à Lille lors de la campagne). Désormais le débat achoppe sur l'armement de la police qui a été un sujet central à Paris ou Lille. Anne Hidalgo s'est ralliée à une police municipale mais non armée (à la différence de la droite ou de LREM).

Saillance des enjeux environnementaux

La campagne a été surtout marquée par l'écologisation des agendas électoraux. C'est incontestablement une des originalités des élections municipales de 2020²⁴.

21. Arnaud Robinet à Reims prétend avoir reçu 2 500 personnes dans son bureau depuis 2014. *Le Monde*, le 6 mars 2020.

22. Voir à ce sujet le numéro spécial de la revue *Mouvements*, 2020/1, n° 101.

23. Les thématiques économiques, développement territorial ou de fiscalité apparaissent peu présentes.

24. Faut-il parler d'écologisation ou d'environnementalisation ? À partir de la proposition de A. Dobson (DOBSON, 2009) de distinguer l'environnementalisme (le souci de l'environnement) et l'écologisme (une idéologie fondée notamment sur un changement dans les relations homme/nature), Alice Mazeaud privilégie ici l'expression « environnementalisation » pour désigner la montée en puissance des enjeux environnementaux au sein des agendas politiques. L'environnementalisation désigne l'intégration des enjeux environnementaux dans l'action publique ou le discours politique, alors que l'écologisation renverrait plutôt à un changement de référentiel ou de paradigme (avec une composante plus normative donc).

Toutes les analyses convergent ici autour de ce constat. À Paris, Nantes, Rennes, et Lille, une forte concurrence programmatique se déploie autour de cet enjeu. À Strasbourg, l'environnement est, selon Sébastien Michon, un enjeu « pivot », au centre du débat qui amène les candidats à « surinvestir » le thème des mobilités. Les mots d'ordre de campagne s'écologisent autour d'une sémantique nouvelle : « bio à la cantine », « mobilités décarbonées », « îlots de fraîcheur », « canopée urbaine », « piétonnisation », végétalisation. L'écologie est à la fois un thème émergent et dominant mais peu discriminant puisqu'il est brandi et saisi par la plupart des forces politiques en présence (il y a accord sur la place à accorder sur l'agenda électoral à ce thème). Les candidats écologistes n'ont plus le monopole d'un problème dont ils cessent d'être les propriétaires exclusifs (ce qui ne signifie pas qu'ils n'ont pas bénéficié électoralement de cette mise sur agenda).

Comment expliquer cette écologisation de l'offre politique ? Elle est d'abord le produit des mobilisations autour du réchauffement climatique, du bon score de EELV aux élections européennes et, sans doute, d'une évolution structurelle de l'opinion publique sur ces questions. Les sondages publiés pendant la campagne mettent en avant ce thème comme une « demande » de l'opinion. Dans un sondage Odoxa-CGI pour France Info, France Bleu et la presse régionale paru en décembre 2019, l'environnement et la lutte contre la pollution se hissent en deuxième priorité (35 %) du scrutin (trois réponses possibles sur 11 thèmes), après la sécurité (47 %). L'environnement passe derrière le développement économique en zones rurales mais il est cité par 42 % des sondés dans les grandes villes. Préserver l'environnement est la première priorité des Français dans l'enquête du CEVIPOF publiée dans *Le Monde* le 14 mars 2020 (pour 47 % des enquêtés)²⁵. Des objectivations plus localisées de cette demande sont produites. Le maire du Touquet réalise à chaque scrutin une enquête sur les préoccupations des électeurs : alors que c'est traditionnellement dans sa ville la sécurité qui arrive en tête, c'est cette fois-ci l'environnement²⁶. La presse construit cette question en un critère d'appréciation des bilans des maires s'appuyant notamment sur des sites d'évaluation comme nosvillesvertes.fr. L'échelon municipal est présenté comme un niveau de responsabilités permettant d'agir concrètement sur de nombreux champs : transports, alimentation, énergie, déchets... Selon le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), 50 à 70 % des solutions pour réduire les émissions ou s'adapter au changement climatique peuvent se mettre en œuvre à l'échelon infranational.

Un deuxième facteur tient à la plasticité de la catégorie « environnement ». Elle est d'autant plus centrale qu'elle est large et qu'elle peut servir de liant politique et symbolique à un ensemble de sous-enjeux qui s'articulent à elle. Elle englobe une série de questions emboîtées et articulées, relatives à la mobilité²⁷

25. C'est davantage le cas dans les petites communes que dans les grandes. La sécurité vient en second.

26. *Libération*, le 16 septembre 2020.

27. À la croisée entre « environnement » et « social », la mobilité est construite en thème majeur de la campagne autour de deux propositions et thèmes : la gratuité des transports publics et le développement du vélo. Les

(place de la voiture, du vélo, des transports en commun, promotion des « mobilités actives », covoiturage, installation de bornes de recharge pour véhicules électriques...), aux déchets et à la propreté urbaine, à l'alimentation et à la restauration scolaire (repas moins carnés et végétariens, circuits bio, lutte contre le gaspillage, politique foncière en faveur de l'installation ou du maintien des agriculteurs...), au foncier, au logement, à la construction (isolation thermique), à l'embellissement des villes... De ce point de vue là, l'écologisation peut être un vecteur de transversalisation et de mise en cohérence nouvelle de l'action publique.

On observe par ailleurs des phénomènes de contagion et de diffusion programmatique qui passent moins par le rôle des partis que par la circulation des innovations et le *benchmarking*²⁸. L'homogénéisation est un effet de producteurs d'offre politique dans laquelle les candidats vont puiser et de la diffusion de labels et de dispositifs (plan climat-air-énergie territorial, territoires à énergie positive, programme Cit'ergie, territoires « zéro déchet »). L'Ademe a proposé aux candidats un stock de solutions concrètes pour la transition écologique. Dans un guide, « demain mon territoire », elle capitalise les expériences sobres en carbone en 20 fiches pratiques (rénovation énergétique des bâtiments publics, renforcement de l'offre de transports publics et de mobilité douce, implantation facilitée des énergies renouvelables...) qui a été un réservoir programmatique beaucoup utilisé. L'écologie urbaine s'est professionnalisée et l'unification des offres électorales traduit cette tendance.

Les mobilisations citoyennes jouent aussi un rôle dans le processus d'écologisation. Alternatiba a lancé en 2018 une campagne « Alternatives territoriales », qui conduit ses groupes locaux à interpeller les élus sur des actions concrètes. Dans la perspective des élections municipales, 60 ONG ont lancé en novembre 2019 mercredi un « Pacte pour la transition ». L'objectif est de mettre en relation des personnes qui « veulent transformer leur commune » sans ressources et des associations qui ont besoin de « ce portage citoyen » pour diffuser solutions et bonnes pratiques et d'interpeller les candidats pendant la campagne. Le Réseau Action Climat passe au crible en février 2020 les programmes des principaux candidats dans dix villes appartenant aux métropoles les plus émettrices de gaz à effet de serre.

Enfin, l'écologisation doit être inscrite dans une temporalité plus longue. Elle est parfois pré-électorale même si un seuil nouveau est franchi avec la campagne. Les déclarations d'état d'urgence médiatique se multiplient dans les mois précédant les élections, y compris dans les villes de droite (Paris, Lille, Clermont-Ferrand, Aix-les-Bains, Mulhouse...). Le maire de Bordeaux Nicolas

questions de transport public relèvent essentiellement de l'échelle intercommunale. L'« environnementalisation » des agendas aurait pu donner une visibilité à des politiques intercommunales mais les enjeux communautaires n'ont que rarement été mobilisés dans le cadre de la campagne (LEFEBVRE et VIGNON, 2022).

28. Exemple de cette stratégie de légitimation par l'exemplarité et l'extériorité : la gratuité des transports et le rôle de modèle de certaines villes comme Dunkerque où de nombreux candidats se sont déplacés dans les mois précédant le scrutin.

Florian lance en juillet 2019 le « plan Canopée » qui se donne pour objectif la plantation de 20 000 arbres à l'horizon 2025. Le phénomène est parfois plus ancien. Certains maires (Nantes, Rennes) refusent depuis 2014 la sous-traitance de la question environnementale aux Verts. À La Rochelle, cette dernière renvoie à une préoccupation ancienne de Michel Crépeau qui s'est beaucoup investi dans la construction d'une image de la ville à l'avant-garde de l'écologie urbaine. L'environnement y est construit de longue date comme un facteur d'attractivité dans une logique de développement territorial. Pendant la campagne, les maires sortants verdissent fortement leur discours pour ne pas donner prise à la critique, neutraliser le pouvoir discriminant de la thématique en l'investissant et contenir la progression attendue des écologistes.

Un enjeu controversé ou neutralisé ?

Le consensus politique va au-delà de la reconnaissance du problème public. La politique électorale urbaine semble se recomposer programmatiquement autour de la question écologique²⁹. On retrouve des propositions communes dans de nombreuses villes : forêts urbaines, places vertes, murs végétalisés, rues-jardins, potagers citadins, parkings à vélo, pistes cyclables sécurisées... La figure du maire bâtisseur ou gestionnaire (Le Bart, 2003) semble être démonétisée : exit les grands projets, haro sur la bétonisation. Les vertus du rayonnement territorial sont moins célébrées que par le passé. À Bordeaux, comme le montre Camille Bedock, une longue série de mesures se retrouvent dans les programmes du maire sortant, du candidat écologiste ou LREM (pistes cyclables, zéro déchet et recyclage, végétalisation...). Le slogan du maire sortant LR à Reims est « Reims, naturellement ». Les partis ou candidats éloignés *a priori* de ce thème (la droite) s'en saisissent. À Marseille, Martine Vassal déclare vouloir « mettre fin à la bétonisation » afin de « réintroduire la nature au cœur de la ville ». Martine Aubry, peu intéressée par cette question depuis son élection en 2001, n'a jamais autant mis en avant l'environnement. À Lille, l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy Marc-Philippe Daubresse, jadis très réfractaire à l'écologie, surprend par la hardiesse de ses propositions. Le Rassemblement national à Nice se réapproprie stratégiquement la cause environnementale au prisme d'une critique de la « bétonisation » de la métropole ou d'une défense de la « proximité entre lieu de production et de consommation ». La clause environnementale sert chez eux de justification habile au principe de préférence aux entreprises locales dans les marchés publics. Une même mesure environnementale peut être cadrée idéologiquement de manière très différente. Cette écologisation tous azimuts est propice à la surenchère. Le candidat LR Étienne Blanc à Lyon propose de planter 500 000 arbres et arbustes, ce qui amène son rival écologiste Grégory Doucet à moquer l'irréalisme de la mesure (la ville compte 88 000 arbres).

29. Les effets de cette politique électorale sur l'action publique et la politique des problèmes devront être étudiés.

Au-delà de cette écologisation généralisée, on peut repérer des mécanismes de différenciation. Si le thème est embrassé de manière générale (donc dans une large mesure neutralisé), le traitement de l'écologie donne parfois lieu à des traitements différenciés et des controverses, entre villes et entre candidats dans une même configuration électorale. Les questions écologiques sont plus ou moins intégrées ou opposées au paradigme de l'attractivité ou à la ville « néo-libérale » (Pinson, 2020). Il y a bien plusieurs écologies urbaines, plus ou moins distantes à l'égard des politiques d'attractivité. Domine une vision cosmétique ou ornementale de l'environnement basée sur le verdissement, la propreté urbaine ou les mobilités mise au service de l'industrie touristique, de la sécurité publique ou de la qualité de vie. Elle ne remet pas en cause les modèles de développement territorial dominants tournés vers la croissance urbaine. Trois conceptions politiques de l'offre écologique peuvent être repérées : une écologie patrimoniale orientée vers la préservation de la qualité de vie des habitants (les candidats de droite), une politique de modernisation écologique croissance verte destinée à faire de la transition écologique un élément d'attractivité du territoire (La Rochelle et souvent le PS) et enfin, une offre sociale-écologique axée sur le changement de modèle de développement du territoire (plutôt portée par les écologistes et La France insoumise).

Les Verts cherchent à se démarquer des maires socialistes (surtout quand ils ont fait partie des majorités dans le mandat sortant). L'angle d'attaque est souvent la critique de la densification urbaine, de la « bétonisation » et des projets urbanistiques des édiles en place (Paris, Rennes, Nantes, Lille) qui seraient la marque d'une conversion inachevée, « insincère » ou opportuniste des édiles socialistes à l'écologie. À Rennes, c'est autour de l'urbanisme qu'achoppe les négociations entre les deux tours entre écologistes et socialistes : la maire sortante renonce à un projet de centre commercial et d'un zénith (mais elle obtient le maintien de sa proposition des portillons dans le métro et l'armement des policiers). La question environnementale se cristallise autour de tel ou tel sujet³⁰ ou de projets locaux spécifiques (la construction d'un centre commercial, un aménagement particulier, le projet d'un nouveau quartier – Saint-Sauveur à Lille, le contournement routier – ouest à Strasbourg –...). Les modèles de croissance urbaine traditionnels résistent à l'écologisation. Le retour de Gérard Collomb à Lyon a contribué à focaliser les débats sur le mode de développement qu'il a longtemps défendu comme le montrent Stéphane Cadiou et Charlotte Dolez. Le maire défend les retombées locales d'un entrepreneurialisme qui a conduit selon lui à la croissance démographique et économique de la métropole. S'il défend l'alliance de l'économie et de l'écologie, il plaide pour la poursuite de ce modèle de développement territorial en défendant, par exemple, le bouclage du contournement ouest de l'agglomération. Son rival David Kimelfeld propose une « troisième voie » : réaliste en écologie, social en économie. Le candidat Olivier Falorni répète sans

30. À Avignon, La Rochelle, Strasbourg, les enjeux de mobilité dominant. Les formes de priorisation sont variables. Les mobilités font l'objet de vifs échanges de coups à La Rochelle (l'expérimentation des bus gratuits proposée très tôt dans la campagne par Olivier Falorni anime les débats).

cesse à La Rochelle qu'on ne peut être à la fois « bétonneur et jardinier » mais de fait les maires sortants cumulent souvent ces deux postures.

Les agendas d'action publique, une fois l'élection passée, vont-ils s'aligner sur les agendas électoraux? L'écologisation sera-t-elle durable au-delà de sa mise à l'agenda électoral et de sa construction en ressource électorale? L'effacement de la figure du maire bâtisseur n'est-il qu'une parenthèse électorale? Ces questions appellent des recherches à venir. On peut émettre l'hypothèse que les enjeux de logement et d'aménagement, occultés pendant la campagne, resurgiront. L'architecte et urbaniste Christian de Portzamparc, déplore pendant la campagne l'absence trompeuse de controverses sur la densification urbaine, nécessaire selon lui :

« Les maires bâtisseurs se cachent un peu lors des élections. Ils ne disent pas qu'ils vont construire et que de nouveaux habitants viendront. Promettre de ne rien faire est un exercice rhétorique. C'est un peu un jeu de dupes, les élections, ce n'est pas nouveau. Aujourd'hui, c'est effrayant, on n'entend parler que de verdure. C'est un argument tellement simple. Les élus disent : "Je ne construis pas, je plante." Les élus et les candidats ne parlent pas de la métropolisation. Les maires refusent de densifier. Mais il y aura une densification. Or cela peut entraîner une gentrification et rejeter les pauvres plus loin » (*Le Monde*, le 29 février 2020).

Poids des sortants et alternances

Les écologistes ont sans doute tiré les dividendes électoraux de cette écologisation. Dans les grandes villes, ils ont franchi un cap électoral significatif en 2020. Pour la première fois de leur histoire, ils sont en situation de responsabilité politique dans quelques grandes villes. Huit maires écologistes ont été élus dans les 40 villes de plus de 100 000 habitants (Annecy, Besançon, Bordeaux, Grenoble, Lyon, Marseille³¹, Strasbourg, Tours). EELV est devenue la troisième force dans la strate des grandes villes de France, derrière Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS), qui en détiennent respectivement 14 et 13. EELV semble avoir bénéficié d'une forme de « dédagisme » municipal et d'aspiration au renouvellement politique que les candidats de LREM n'ont pas su cette fois capter. Les nouveaux maires EELV sont souvent jeunes, non professionnels de la politique même s'ils sont rarement novices (Lefebvre, 2020e)

31. Michèle Rubirola n'a pas eu l'investiture d'EELV au premier tour. Elle laisse rapidement sa place de maire après l'élection au socialiste Benoit Payan.

Qui sont les maires écologistes élus en 2020 ?

Huit maires écologistes ont été élus dans les 40 villes de plus de 100 000 habitants (un seul sortant) : Annecy, Besançon, Bordeaux, Lyon, Marseille, Strasbourg, Tours, Grenoble. Qui sont-ils ? Trois sont des femmes. Tous sont diplômés de l'enseignement supérieur. On dénombre parmi eux deux médecins et une universitaire. Ce ne sont pas des novices même si aucun n'était un professionnel de la politique avant le scrutin. Hormis Grégory Doucet, le maire de Lyon, ils sont tous exercés des mandats précédemment. Six ont été élus municipaux dans la ville où ils sont devenus maires. Trois ont été ou sont conseillers régional ou départemental. Jeanne Barseghian (Strasbourg) et Léonore Moncond'huy (Poitiers) correspondent bien aux nouveaux profils de jeunes diplômés devenus collaborateurs d'élus qui entrent en politique (Rouban, 2015).

Mais ces alternances sont trompeuses. Les alternances emblématiques et médiatisées (Marseille, Lyon, Bordeaux) qui ont cadré les verdicts électoraux (Lehingue, 2005) tendent en effet à occulter une stabilité très forte du pouvoir urbain. Les élections municipales de 2020 ont confirmé, voire renforcé, la tendance à la stabilité électorale du pouvoir urbain³². Contrairement aux anticipations d'un « ras-le-bol » ou d'un « blues » des maires (Guéranger, 2019 ; Vignon, 2020), le taux de maires en place ne se représentant pas en 2020 n'a été que de 11,8 %. C'est à peine plus que la moyenne des huit derniers scrutins (10,6 %)³³. Dans les 42 villes de plus de 100 000 habitants, seuls cinq maires ne se représentent pas : Jean-Claude Gaudin à Marseille, Roland Ries à Strasbourg, Dominique Gros à Metz, Yvon Robert à Rouen et Jean-Louis Fousseret à Besançon.

Toutes strates démographiques confondues, 30 000 maires ont été élus dès le premier tour (un record)³⁴. Les trois quarts des maires élus dans les villes de plus de 3 500 habitants sont sortants et 83 % des maires sortants ont été réélus dans cette strate de ville³⁵. Seul le scrutin de 1989 connaît à la fois un taux de villes ayant reconduit un sortant (78,5 %) et un taux de succès de ces derniers supérieur (84,8 %). 411 communes de plus de 10 000 habitants ont été élus au premier tour. Si on s'attache à la strate des villes de 20 000 habitants, 13,3 % d'entre elles ont connu une alternance politique, contre une moyenne de 16,4 % depuis 1977³⁶. Il s'agit du plus faible nombre de basculement politique, 1989 excepté (12 %). Les rapports de force partisans à l'issue des élections municipales

32. *Le Monde* (le 16 mars 2020) rappelle ce phénomène de stabilité avant le scrutin de 2020. Sur 236 villes de plus de 30 000 habitants, depuis 1983, 56 ont toujours voté à gauche et 53 à droite. Même en cas de changement de maire, 48 villes ont choisi un élu de la même tendance, dans cinq scrutins sur six.

33. Tabard, Guillaume, Jeanbart, Bruno, « Municipales : la victoire des sortants ? », *Le Figaro*, le 12 juillet 2020.

34. 86 % des conseils municipaux ont été élus au premier tour. 4 922 communes sont concernées par le deuxième tour pour 16,5 millions d'électeurs.

35. Tabard, Guillaume, Jeanbart, Bruno, « Municipales : la victoire des sortants ? », *Le Figaro*, le 12 juillet 2020. L'étude est fondée sur l'analyse des scrutins municipaux depuis 1977 dans les villes de plus de 20 000 habitants.

36. *Ibid.*

ont peu évolué en milieu urbain. Sur les 236 villes de plus de 30 000 habitants, on recense 18 villes communistes (- 7), 42 villes socialistes (- 9), 16 divers gauche, 10 Verts (+ 8), 23 LREM Nouveau centre, 77 LR (- 25), 43 divers droite (+ 25), 3 RN (+ 1)³⁷. La droite après la victoire historique de 2014 a maintenu son implantation municipale. Elle demeure la première force locale avec 60 % des villes de plus de 9 000 habitants. Les têtes de liste divers droite ont remporté 261 des 454 communes de plus de 20 000 habitants³⁸. Le PS a conservé 10 de ses 11 municipalités sortantes de plus de 100 000 habitants. Prenons une autre catégorie, « les villes moyennes » (n = 141)³⁹, 71 maires ont été reconduits dès le premier tour (Warnant, 2020).

Plus les villes sont grandes, moins la réélection dès le premier tour est courante. Si le taux de réélection au premier tour se situe entre 52 et 56 % pour les communes de moins de 49 999 (Brehier, Roy, 2020), il est seulement d'un peu plus de 15 % pour celles de plus de 100 000 habitants. Six villes de plus de 100 000 habitants ont élu leur maire au premier tour (tous sortants) : Reims (divers droite), Toulon (LR), Angers (DVD), Boulogne Billancourt (LR), Montreuil (PCF), Caen (DVD)⁴⁰. Dans la strate des 50 plus grandes villes de France, 29 maires sortants qui se sont représentés sont réélus et 10 sont battus. Dans les villes de plus de 100 000 habitants, seuls 60 % des électeurs ont reconduit un sortant, contre 79,5 % dans les villes de 30 000 à 50 000 habitants. Ce *turn-over* supérieur dans les plus grandes villes est récent. Jusqu'en 1995, les villes de plus de 100 000 habitants se situaient dans la moyenne. Depuis 2001, elles réélisent moins souvent un sortant. A Paris, signe de la très grande stabilité politique aucun des 17 secteurs n'a connu de changement de majorité.

Les écologistes s'imposent le plus souvent dans le cadre de scrutins où le maire sortant ne se représente pas. Les contextes de succession (Bordeaux, Marseille, Lyon, Strasbourg) ont ouvert le jeu. Dans ces quatre villes, un maire écologiste à la tête d'une coalition de gauche l'a emporté. Dans ces territoires dominés jusque-là par la droite ou par LREM (Strasbourg), l'écologie politique incarne le changement. Dans des villes socialistes comme Nantes ou Rennes, qui ont renouvelé leur leadership en 2014 et souvent écologisé leurs politiques publiques, EELV ne parvient pas à déstabiliser le pouvoir en place malgré une sociologie des populations locales favorable.

Si les écologistes parviennent à tirer leur épingle du jeu, dans les grandes villes, le terme de débâcle n'est pas excessif pour LREM. Yvon Berlant à Marseille ne recueille que 1,53 % des suffrages. Agnès Buzyn n'est même pas parvenue à être élue conseillère de Paris alors que la liste LREM avait mobilisé un tiers des électeurs de la capitale aux Européennes. Seuls les ministres en place ont conservé

37. Statistiques, *Le Monde*, le 30 juin 2020.

38. *Le Monde*, le 2 juillet 2020.

39. Sont retenues sous cette catégorie les villes de plus de 15 000 habitants en France métropolitaine étant rattachées à une unité urbaine comprise entre 20 000 et 100 000 habitants.

40. À Bordeaux, pour la première fois depuis 73 ans, un second tour est organisé (le centre-droit et ses alliés avaient remporté la ville dès le premier tour à chaque élection depuis 1947).

leurs mairies (Le Havre, Tourcoing, Vernon). Le mouvement revendique au terme du scrutin 500 maires adhérents du mouvement et 10 000 conseillers municipaux (ce qui est peu pour un parti au pouvoir alors qu'on recense 500 000 élus municipaux).

Comment expliquer ce phénomène de stabilité? La « prime aux sortants » est souvent avancé comme argument explicatif. Mais c'est une boîte noire qui mérite d'être (ré)ouverte ou un joker analytique qui doit être reconsidéré, tout particulièrement dans le contexte de la pandémie qui a marqué le scrutin. La prime aux sortants renvoie d'abord à la satisfaction que produit généralement l'exercice du mandat et à la popularité structurelle des maires. Il est rare que le bilan d'un maire sortant, tel qu'il est apprécié par les sondages, soit jugé négativement à l'approche des élections. En 2020, deux Français sur trois satisfaits de leur maire⁴¹. Le taux est légèrement inférieur (60 %) pour les habitants des plus grandes villes (plus de 200 000 habitants). La deuxième enquête de l'Observatoire de la démocratie de proximité révèle que 75 % des Français jugent favorablement des équipes municipales sortantes (Foucault, 2019). La légitimité acquise dans le mandat peut bien-sûr se transformer en usure (Martin, 1996). C'est sans doute un des éléments de la défaite cuisante de Gérard Collomb à Lyon même si ce dernier a choisi d'être candidat à la métropole (il arrive en quatrième position avec 16,5 % des voix). Le pouvoir de réélection du maire est indexé sur sa notoriété, sa visibilité, sa centralité symbolique sur la scène municipale et sa « proximité » (Lefebvre, 2020e). Figure du rassemblement local, il a une capacité à neutraliser ses oppositions et à enrôler des rivaux ou des opposants sur sa liste d'autant plus payante que sa probabilité d'être réélu est forte⁴². Dans beaucoup de villes étudiées ici, l'atonie de la compétition tient à une capacité des maires à atomiser l'opposition (la droite à Rennes ou Lille, la gauche à Nice).

Le maire peut s'appuyer aussi sur les leviers de l'action publique (Cadiou, 2014) qui permet de distribuer des ressources, des subventions, de construire des relations clientélares⁴³. Pendant la campagne, les élus font valoir les compétences acquises dans le mandat et excipent d'une légitimité gestionnaire. De nombreux chapitres de cet ouvrage éclairent ces facettes de « la prime aux sortants » vue à travers la campagne et les stratégies de présentation de soi des maires en campagne (tout particulièrement Amiens, Lille, Nantes, Nice, Paris,

41. Enquête CEVIPOF *Le Monde*, 14 mars 2020.

42. À Bordeaux, les maires sortants affichent des personnalités classées à gauche sur leur liste. À Nice, Christian Estrosi a réussi à enrôler sur sa liste une figure de la gauche locale (Marc Concas), des adhérents de LREM et un ancien conseiller de Le Pen (Gaël Nofri).

43. Certains candidats peuvent s'appuyer sur des ressources extra-municipales. Candidate à la succession de Jean-Claude Gaudin à Marseille, Martine Vassal cumule la présidence du département des Bouches-du-Rhône, conquise en 2015, et celle de la métropole, cédée par le maire sortant en 2017, ce qui représente un budget de plus de 5 milliards d'euros annuels. La communication de ces deux institutions lui a permis de rattraper son déficit de notoriété. Selon une enquête fouillée du journal *Le Monde*, 32 millions d'euros ont été versés par le département pour la piétonnisation de la Canebière et du Vieux-Port, 40 millions pour le réaménagement de l'axe routier du Jarret, 162 millions pour la réalisation du boulevard urbain sud. Le journal souligne aussi que des embauches d'agents à la métropole ont été faites en nombre dans les semaines précédant l'élection. *Le Monde*, le 27 février 2020.

Reims). Christèle Lagier, Guillaume Marrel et Jessica Sainty montrent que Cécile Helle à Avignon, élu en 2014, s'est « forgée une image de maire technicienne qui maîtrise les dossiers, contre des challengers qui ne parviennent ni à se démarquer, ni à crédibiliser leurs candidatures ». Pour les maires sortants, le moment le plus difficile ou délicat n'est pas toujours l'élection elle-même mais le processus en amont de sélection de la liste comme le montre Régis Matuszewicz à Reims. Dans des configurations électorales peu concurrentielles, la liste sortante que le maire est enjoint de renouveler (pour déjouer l'argument de l'usure...) attire les vocations. Écarter des élus ou des prétendants c'est s'exposer aux risques de la dissidence⁴⁴. Enfin, la prime aux sortants est une « ressource virtuelle qui n'est valorisée que par la construction d'un leadership politique » (ce qui n'est pas le cas dans toutes les villes, comme le montre, à partir du cas de Montpellier, Emmanuel Négrier, 2021).

Le contexte sanitaire a-t-il renforcé la prime aux sortants? Perturbée par la pandémie, la campagne a sans doute favorisé les *insiders* dans la mesure où les *outsiders* ont intérêt à une campagne longue et intense pour se faire connaître et sortir du rang. Les maires sortants rentrent tardivement en campagne pour capitaliser le plus tard possible les bénéfices d'universalisation liées à leur position dominante (Gaxie, Lehingue, 1984). La conjoncture critique a pu favoriser un réflexe légitimiste et de « drapeau » (*rally-round-the-flag*) renforçant le soutien aux exécutifs en place. On peut aussi émettre l'hypothèse que la pandémie a permis de renforcer la figure du maire proche, bienveillant, au service de sa population, capable de prendre en charge les situations d'urgence et de répondre aux préoccupations de la population. Christian Estrosi déclare avant le premier tour : « j'ai décidé de ne consacrer que 20 % de mon temps à la campagne et 80 % au suivi de l'état sanitaire de la ville »⁴⁵. La longue période d'entre-deux tours a constitué pour les maires sortants encore en lice une opportunité pour mettre en scène leur sollicitude à l'égard des habitants et utiliser les ressources de l'action publique : portage de repas, distribution de masques, aides exceptionnelles aux commerçants, le tout relayé par la communication institutionnelle. L'essentiel du contentieux géré par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques est lié à ces dépenses. Cette instance a rendu des décisions sur plus de 1 700 comptes dans 384 communes faisant l'objet d'un contentieux électoral (ce qui représente une augmentation de contentieux de 47 % par rapport à 2014). Le grief le plus souvent invoqué porte sur l'utilisation abusive, selon le requérant, des moyens de la commune par l'élu sortant et surtout les dépenses liées à la crise sanitaire (telles que la distribution de masques et de gel)⁴⁶.

La crise sanitaire ouvre enfin une fenêtre d'opportunité pour écologiser encore un peu plus entre les deux tours l'image des maires sortants. À Montpellier, Grenoble, mais aussi à Besançon, des pistes cyclables sont tracées dans l'urgence

44. Les majorités sortantes sont confrontées à ces phénomènes à Avignon, Amiens ou Nice.

45. *Libération*, le 11 mars 2020.

46. Voir l'interview de son président dans *Le Monde*, le 11 juin 2021.

le long des routes, le plus souvent en retirant une voie au trafic routier. Comme le notent Arthur Delaporte et Anne-France Taiclet, Anne Hidalgo a de manière spectaculaire aménagé en l'espace de quelques jours des « corona-pistes » (fermeture à la circulation automobile de la rue de Rivoli).

Le cens du vote urbain

Les niveaux d'abstention historiques amènent à nuancer cette légitimité démocratique des maires élus. La démobilisation électorale est le fait politique sans doute le plus significatif du dernier scrutin municipal même s'il a été éclipsé par l'effet de verdict (Lehingue, 2005) produit par les victoires écologistes dans les grandes villes. Alors que les élections municipales ont longtemps été (avec la présidentielle) l'élection la plus mobilisatrice, la participation tend à s'y aligner sur les autres scrutins. La démocratie urbaine sort par-là même très affaiblie des élections municipales.

Une abstention historique

L'abstention atteint en juin 2020 58,3 %, soit près de 4 points de plus qu'au premier tour. C'est plus de 20 points qu'au second tour des élections municipales de 2014. Les maires en place sont les moins bien élus de l'histoire de la République. Trente mille maires ont été élus au premier tour avec des niveaux de mobilisation souvent dérisoires⁴⁷. Au premier tour toujours, 30 maires de plus de 50 000 habitants ont été élus avec moins de 25 % des inscrits. L'abstention a encore progressé au deuxième tour. Dans 75 communes de plus de 10 000 habitants, moins de 15 % des inscrits se sont prononcés en faveur de la liste qui l'a emporté au soir du second tour. À Roubaix avec 77,25 % d'abstention, le maire (divers centre, soutenu par En Marche), Guillaume Delbar, réélu avec 56,21 % des suffrages, ne représente que 12,3 % des inscrits. Michèle Lutz (LR), réélue maire de Mulhouse avec une abstention de 75,43 %, a mobilisé les voix de 9,2 % des électeurs. Anne Vignot à Besançon n'a été élue qu'avec 16,70 % des inscrits.

La démobilisation s'accroît quand la perception s'impose que les jeux sont faits (Le Mans -9,4 points, Nantes -8,6 points, Rouen -8,3 points). À Grenoble, lors du deuxième tour, peu concurrentiel, l'abstention augmente de 6,4 points, à Paris de 5,6 points. À Rennes, au second tour, sans réel enjeu, suite à la fusion des listes socialistes et écologistes, la participation tombe à 30,64 % (39 % au premier tour). La participation progresse quand le deuxième tour ménage plus d'enjeux en termes de compétition : Toulouse + 8,2 points, Perpignan + 7,5 points, Nancy + 5,1 points. À Marseille, l'abstention recule de 2,3 points, à Strasbourg, de 3,3 points. À Lyon, l'abstention progresse de 1,1 point (l'alliance entre droite et LREM a peut-être démobilisé l'électorat de droite). Dans 16 des

47. Gérald Darmanin à Tourcoing est élu avec 60 % au premier tour mais 15 % des inscrits. François Baroin est élu avec 20 % des inscrits, les maires de Toulon ou de Montreuil avec respectivement, 30,5 % et 33,6 % des inscrits.

34 villes de plus de 100 000 habitants restant en jeu en métropole, moins d'un tiers des électeurs inscrits sont venus voter et la participation n'a été supérieure à 40 % que dans 4 (Perpignan, Toulouse, Nancy et Le Havre).

Les ressorts sociopolitiques de l'abstention

Comment expliquer cette démobilisation électorale? Le contexte sanitaire a bien évidemment joué. C'est la part accidentelle du phénomène. Le premier tour a eu lieu dans des circonstances d'état d'urgence et beaucoup d'électeurs ont jugé périlleux de se rendre aux urnes, compte tenu des risques encourus et du climat anxiogène généré par les déclarations du Premier ministre, quelques heures à peine avant l'ouverture des bureaux de vote. L'effet Covid ne prête pas à controverse. Pour l'institut Ipsos, la première raison invoquée par les abstentionnistes est la crainte du coronavirus (39 %). Il a été montré (Brouard, Mc Avay, 2020) que plus le risque épidémique est élevé sur le territoire plus l'abstention a été forte. Les personnes âgées se sont moins mobilisées qu'à l'accoutumée, la crise sanitaire ayant eu pour effets de réduire les écarts de participation selon l'âge des électeurs (Haute, 2020).

Le deuxième tour est organisé avant l'été pour suivre l'avis du Conseil d'État et ne pas prendre le risque d'annuler l'ensemble du processus électoral. Décroché du premier tour, (le plus long entre-deux tours de l'histoire politique française...), le deuxième a quelque chose d'irréel. Cette période de latence casse la dynamique du rituel municipal et de la campagne. On parle peu des élections municipales dans les médias qui apparaissent hors sujet et loin des préoccupations des Français (Braconnier, 2020). Les Français n'ont pas la tête aux élections municipales alors que le déconfinement est récent, que l'angoisse perdure et que les effets de la crise économique et sociale se font de plus en plus prégnants. La campagne électorale ne se déploie pas ou se limite aux réseaux sociaux. Les mécanismes habituels d'enrôlement électoral ne jouent guère. Peu de porte-à-porte, pas de meetings, des contacts de proximité peu intenses.

Faire campagne pendant la pandémie

Au début de la campagne (après la trêve de Noël), les modalités de la mobilisation électorale sont peu affectées. À Tourcoing, les militants de Gérald Darmanin distribuent 40 000 invitations à la soirée de lancement de campagne. Les noms et les adresses de tous les électeurs ont été écrits à la main. Le candidat insiste pour que ce fastidieux travail soit produit : selon lui, « avec une adresse manuscrite, on augmente considérablement les chances d'être élu »¹. Le développement de la pandémie change la donne. Gestes barrière, port du masque, distanciation physique, proscription des grands rassemblements obligent à réinventer les modalités de faire campagne (surtout au deuxième tour²). Le recours au numérique (vidéos thématiques, e-meeting...) comme le *phoning* sont privilégiés. La Commission nationale des comptes de

campagne et des financements politiques a établi que les dépenses de campagne liées au numérique ont atteint en 2020 un record : environ 10,5 millions d'euros pour 116 millions d'euros de dépenses totales. Vendredi 13 mars, 500 000 parisiens reçoivent un appel d'Agnès Buzyn sur leur portable. Le porte-à-porte, jugé plus intrusif qu'à l'accoutumée, est peu pratiqué (dans les derniers jours et semaines du premier tour). Dans beaucoup de villes, les réunions d'appartement ou « voisinades », jugées plus acceptables, sont privilégiées³. La distribution de masques devient un bien matériel de campagne. Ainsi le député Ludovic Pajot, candidat à Bruay-La-Buissière distribue des masques à la population et au personnel soignant en refusant de dire comment il se les procurer⁴. À Orléans, le candidat LR Serge Grouard distribue 80 000 masques. Le résultat d'un étonnant montage, fièrement détaillé par l'élu : « En mars, je me dis : qu'est-ce que je peux faire ? Comme j'ai des contacts, je lève 41 500 euros de dons auprès d'entreprises du département, l'Association des maires du Loiret (AML) en rajoute 8 500, et nous nous adossons à une importante commande de la gendarmerie nationale ». En Île-de-France, à Champigny, le candidat de droite Laurent Jeanne distribue 50 000 au total, fournis par le conseil régional, où il siège dans la majorité de Valérie Pécresse (*Libération*, le 28 juin 2020). Dernier point, les répertoires de campagne s'écologisent. Les déambulations à vélos y font leur apparition.

1. *Libération*, le 27 janvier 2020.

2. Il y a eu quatre semaines entre la parution du décret de convocation des électeurs et la clôture de la campagne le 26 juin à minuit. Le plafond des dépenses électorales pour les listes présentes au second tour a été rehaussé de 20 %.

3. Olivier Bianchi, candidat socialiste à Clermont-Ferrand (*Le Monde*, le 13 mars 2020).

4. *La Voix du Nord*, 30 juin 2020.

La science politique, à travers notamment les travaux en France de Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, a montré que le vote est très dépendant de l'activation des dispositifs informels de mobilisation (Braconnier, Dormagen, 2007). Seules des campagnes de haute intensité et une forte médiatisation peuvent relativiser le processus structurel de démobilisation électorale. La crise sanitaire n'explique effectivement pas tout : au fil des scrutins municipaux, l'abstention progresse et la légitimité de la démocratie locale s'affaïsse. La poussée de l'abstention en 2020, pour brutale qu'elle soit, s'inscrit dans un continuum d'érosions successives de la participation électorale.

Les scrutins municipaux mobilisent nettement plus les électeurs que les autres élections locales (les scrutins départementaux ou régionaux dont les enjeux sont flous et peu lisibles). Mais la participation aux élections municipales connaît un affaiblissement régulier de scrutin en scrutin. Les électeurs s'identifient moins que par le passé à une politique communale qui leur semble plus lointaine (y compris en milieu rural, Vignon, 2021). L'espace communal suscite une indifférence croissante. La non-participation se situait déjà en 2014 aux élections municipales à un niveau historiquement record (38,7 %) et elle marquait une hausse nette par rapport à la consultation électorale précédente. Dans les villes de plus de 10 000 habitants l'abstention atteignait 43,5 %. L'abstention municipale est ainsi en hausse constante depuis 1983 : 36,5 % d'abstention au premier tour

soit 3 points de plus qu'en 2008, 4 points que 2001, 6 points de plus que 1995 (elle se situait à 21,6 % en 1983).

C'est dans les villes et quartiers populaires que la démobilisation est la plus accentuée en 2020. On le voit à Avignon, Lille, Lyon, Reims, Nantes... À Strasbourg, on relève plus de 80 % d'abstention dans 16 bureaux de vote, tous situés dans les quartiers avec la plus forte densité d'HLM (Michon, 2021). Le « Printemps Marseillais » l'a emporté dans les arrondissements peuplés des classes moyennes supérieures, y compris dans les bastions de droite, mais a échoué dans les secteurs populaires du Nord. À Lille, en 2020, l'abstention dépasse un peu les 68 % mais elle est supérieure à 80 % dans certains bureaux de vote populaires. Le constat est le même à Roubaix où le maire sortant centriste a été élu grâce à ses réserves dans les quartiers bourgeois de la ville. La victoire aisée de la droite dans cette ville s'explique par une mobilisation électorale à la fois faible et socialement différenciée, ainsi que par une « impressionnante capacité de la droite à mobiliser la bourgeoisie locale, là où la gauche, divisée, ne parvient plus à attirer les classes populaires pourtant largement majoritaires » (Bretton-Wilk, Desage, Haute, 2021). L'ancrage des partis de gauche continue à se décomposer. Comme le mettent en évidence ici plusieurs contributions, les listes citoyennes marquées à gauche ou La France insoumise, qui a cherché à constituer des listes à partir des « quartiers », n'ont guère enrayé cette tendance. À Toulouse, après la défaite, Hélène Magdo, candidate de LFI, est lucide : « Nous avons fait une campagne destinée aux classes moyennes supérieures du centre-ville. Arriver dans les quartiers populaires six mois avant l'élection, cela ne marche pas.⁴⁸ »

La démocratie locale se joue désormais entre les différentes fractions des classes supérieures. Le maintien de la gauche dans certains de ses bastions historiques occulte les transformations sociologiques de leur base électorale. Le cas Lillois, étudié par Tristan Haute et Rémi Lefebvre, est ici éclairant. À La Rochelle, les élections de 2020, avec l'absence de candidat de droite au second tour, confirment l'ancrage à gauche de La Rochelle. Mais l'inscription territoriale de l'abstention électorale indique que (comme en 2014) le maire n'est plus élu avec les voix des quartiers populaires périphériques mais grâce à celles des quartiers bourgeois du centre-ville qui votent à droite lors des élections nationales. La gentrification à l'œuvre dans les grandes villes (Clerval, Fleury, 2009 ; Authier, 2002) attire de plus en plus en plus des catégories supérieures plus enclines au vote écologiste. À Bordeaux, les quartiers les plus favorables aux écologistes sont ceux où la gentrification a le plus progressé. Le géographe Laurent Chalard analyse cette tendance : « La surprise c'est que la gentrification n'a pas entraîné de vote de centre droit. Les nouveaux arrivants des classes moyennes supérieures sont plutôt venus renforcer l'électorat de gauche, mais en le verdissant.⁴⁹ » Les cartes du vote EELV dans les grandes villes de 2020 présentent effectivement des similitudes avec celle d'Emmanuel Macron aux présidentielles de 2017. Plusieurs

48. *Médiacités*, 6 juillet 2020.

49. *Le Monde*, 13 juillet 2020. Sur cette question de « l'éco-gentrification » voir aussi PINSON, 2020.

des monographies réunies ici le démontrent : le vote écologiste a été un refuge pour les macronistes de gauche voire de centre droit. Le scrutin municipal de 2020 invite ainsi à analyser encore plus systématiquement les effets croisés de la ségrégation spatiale et de l'abstention sur les résultats électoraux.